

# T1

Premier trimestre 2007  
Rapport aux actionnaires  
12 semaines terminées le 24 mars 2007



# Loblaws<sup>MD</sup>

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

## Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw »), y compris le rapport de gestion, contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction, lesquelles sont comprises dans les présentes, en ce qui concerne les objectifs, plans, buts, aspirations, stratégies, croissance future possible, résultats d'exploitation, rendement, perspectives et occasions d'affaires. Ces énoncés prospectifs sont généralement, mais pas toujours, désignés par des mots ou expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de » et autres expressions semblables.

Ces énoncés prospectifs ne sont pas des garanties mais seulement des prévisions. Bien que la société estime qu'ils reposent sur des informations et des hypothèses qui sont à jour, raisonnables et complètes, ces énoncés sont nécessairement assujettis à plusieurs facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des estimations, prévisions et intentions. Ces différences peuvent être causées par des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs, une augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée de nouveaux concurrents et de l'expansion des concurrents actuels, des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents, la capacité de réaliser les économies et l'efficacité prévues, y compris celles résultant de mesures de restructuration, de liquidation des stocks et d'autres mesures de simplification et de réduction des coûts, la capacité de mener à terme les plans de restructuration, de mettre en œuvre des stratégies et de lancer des produits novateurs de façon réussie et en temps opportun, les changements dans les marchés des stocks à liquider et la variation de la valeur de réalisation prévue et des coûts associés à la liquidation, les coûts imprévus, accrus ou réduits associés aux mesures annoncées, y compris ceux liés aux coûts de rémunération, les relations de la société avec les membres de son personnel, les résultats des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités actuelles ou futures de la société, les changements dans les passifs d'impôts de la société, qu'il s'agisse de modifications des lois fiscales ou des cotisations futures, la performance de ses fournisseurs indépendants, les événements touchant la santé publique, la capacité de la société d'attirer et de retenir des dirigeants clés et les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec ses fournisseurs. Le calcul de la charge au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition repose sur une estimation de plusieurs variables, notamment, sans toutefois s'y limiter, les multiplicateurs de marché, les prévisions concernant les ventes futures, le bénéfice, les investissements en immobilisations, les taux d'actualisation, les taux de croissance finaux et la juste valeur des actifs et passifs faisant l'objet de l'évaluation. La société prévient le lecteur que cette liste de facteurs n'est pas exhaustive.

Les hypothèses sur lesquelles reposent les énoncés prospectifs que contient le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion incluent les suivantes : conjoncture généralement conforme aux prévisions, habitudes de consommation raisonnablement conformes aux tendances historiques, aucune augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée sur notre marché de nouveaux concurrents importants ni de l'expansion majeure et inattendue des concurrents actuels, aucun changement important des stratégies de prix de la société ni de celles de ses concurrents; offre de nouveaux produits novateurs par la société et mise à exécution des stratégies de celle-ci comme il était prévu, réalisation des économies et de l'efficacité comme il était prévu, exécution efficace et en temps opportun des activités de restructuration continues, conformité aux prévisions des coûts associés à la liquidation des stocks, hypothèses de la société à l'égard des coûts de rémunération moyens et du nombre moyen d'années de service des salariés touchés par les mesures de simplification généralement conformes à la réalité, aucun changement significatif quant à l'approche de la société visant ses activités de restructuration en cours, aucun surstock important dans la chaîne d'approvisionnement de la société et aucun arrêt de travail majeur et performance des fournisseurs indépendants conforme aux attentes.

Ces estimations et hypothèses pourraient changer dans le futur en raison de l'incertitude entourant l'environnement concurrentiel ou la conjoncture ou de changements dans les stratégies commerciales. Cette liste de facteurs et les autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, de temps à autre, auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières au Canada, y compris dans la section Risques et gestion des risques du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2006 de la société.

Les investisseurs éventuels et autres lecteurs sont donc invités à examiner ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs et sont avisés de ne pas s'y fier de façon induite. Les énoncés prospectifs que contient ce rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, sont faits en date dudit rapport trimestriel et la société renonce à toute obligation ou intention de les mettre à jour publiquement pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou pour tout autre motif. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, il est possible que les événements décrits dans les présents énoncés prospectifs se produisent ou non. La société ne peut garantir que les résultats ou événements prévus se réaliseront.

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Rapport aux actionnaires</b>	<b>15</b>	<b>État consolidé du résultat étendu</b>
<b>3</b>	<b>Rapport de gestion</b>	<b>16</b>	<b>Bilans consolidés</b>
<b>14</b>	<b>États consolidés des résultats</b>	<b>17</b>	<b>États consolidés des flux de trésorerie</b>
<b>15</b>	<b>États consolidés des capitaux propres</b>	<b>18</b>	<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés</b>

## Rapport aux actionnaires

### Faits saillants du premier trimestre

Pour les périodes terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2007 12 semaines	2006 12 semaines	Variation
Chiffre d'affaires	6 347 \$	6 147 \$	3,3 %
Bénéfice d'exploitation	134	259	(48,3 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,20	0,51	(60,8 %)
Variation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	2,4 %	(2,5 %)	
BAIIA ajusté <sup>1)</sup>	365	398	(8,3 %)
Bénéfice d'exploitation ajusté <sup>1)</sup>	236	270	(12,6 %)
Marge d'exploitation ajustée <sup>1)</sup>	3,9 %	4,7 %	
Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté <sup>1)</sup> (en dollars)	0,46	0,54	(14,8 %)
Flux de trésorerie disponibles <sup>1)</sup>	(396)	(601)	34,1 %

- Le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté<sup>1)</sup> de 0,46 \$ est en baisse de 14,8 % par rapport à celui de l'exercice précédent
- Le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> de 236 millions de dollars est en baisse de 12,6 % par rapport à celui de l'exercice précédent
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables est en hausse de 4,0 % par rapport à celui de l'exercice précédent, compte non tenu de l'incidence de la baisse des ventes de produits du tabac
- Le plan de « simplification » est sur la bonne voie et respecte notre échéance

Au premier trimestre, Loblaw a réalisé un bénéfice net de base par action ordinaire de 0,20 \$, comparativement à 0,51 \$ au cours de la période correspondante de 2006. Le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté<sup>1)</sup> au premier trimestre de 2007 s'établit à 0,46 \$ en comparaison de 0,54 \$ en 2006, un recul de 14,8 %. Le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté<sup>1)</sup> au premier trimestre de 2007 comprend l'incidence de certains éléments dont les détails sont fournis ci-après de même que dans le rapport de gestion.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre de 2007 a crû de 3,3 % ou de 200 millions de dollars pour s'établir à 6,3 milliards de dollars. Une hausse du chiffre d'affaires s'est manifestée dans toutes les régions du pays et pour l'ensemble des produits d'alimentation, de la marchandise générale et des produits pharmaceutiques. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a crû de 4,0 %, compte non tenu de l'incidence de la baisse continue des ventes de produits du tabac. Le chiffre d'affaires total, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des entités à détenteurs de droits variables<sup>1)</sup>, a augmenté de 5,1 %. Au cours du troisième trimestre de 2006, un important fournisseur de produits du tabac a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients des magasins cash & carry et clubs-entrepôts de la société, nuisant ainsi aux ventes. Cette perte de ventes devrait continuer de se répercuter sur les ventes comparativement à celles de 2006 jusqu'à la fin du troisième trimestre de 2007.

Au premier trimestre de 2007, Loblaw a dégagé un bénéfice d'exploitation de 134 millions de dollars, comparativement à 259 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2006. La marge d'exploitation s'est établie à 2,1 % comparativement à 4,2 % au premier trimestre de 2006. Au premier trimestre de 2007, le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> s'est chiffré à 236 millions de dollars par rapport à 270 millions de dollars en 2006 et a donné lieu à des marges d'exploitation ajustées<sup>1)</sup> de 3,9 % et de 4,7 %, respectivement. Un certain nombre d'éléments touchant le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> dans le présent trimestre et dans les trimestres précédents sont décrits en détail ci-après et dans le rapport de gestion.

Le « plan stratégique de croissance » de la société porte toujours sur la manière dont celle-ci fera face à la concurrence et assurera son succès à long terme. La mise en œuvre du plan de simplification se déroule comme il était prévu. Au cours du premier trimestre, certaines charges ont été comptabilisées par suite de mesures entreprises au cours du trimestre, lesquelles avaient été divulguées précédemment par la société et qui sont décrites ci-après :

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

## Rapport aux actionnaires

- Le plan de simplification comprend en partie la restructuration et la rationalisation des fonctions de mise en marché de la société et de ses opérations en magasin, ce qui nécessite la suppression de 800 à 1 000 postes au siège social national, au centre de services aux magasins et dans les bureaux régionaux. Les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ conformément à ce plan, devraient se situer dans la partie inférieure de la fourchette de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars divulguée antérieurement. Il est prévu qu'une part importante de la charge estimative liée à ce plan sera inscrite d'ici la fin du deuxième trimestre de 2007. Au cours du premier trimestre de 2007, la société a constaté des coûts de restructuration de 75 millions de dollars liés à ce plan, dont une tranche de 58 millions de dollars a trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 17 millions de dollars, principalement des coûts liés à la consultation.
- Une charge de 14 millions de dollars a été inscrite relativement à la fermeture annoncée précédemment de certains magasins sur les marchés du Québec et de l'Atlantique et dans le réseau des magasins clubs-entrepôts.
- Les efforts de la société visant à liquider les surstocks se poursuivent comme il était prévu. Une charge de 2 millions de dollars a été comptabilisée au cours du premier trimestre qui comprend principalement des frais d'entreposage.

De plus, les éléments qui suivent ont touché le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> au cours du premier trimestre de 2007 :

- Les changements législatifs adoptés par le gouvernement de l'Ontario au cours du deuxième semestre de 2006 ont eu des répercussions négatives d'environ 10 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation lié aux produits pharmaceutiques.
- Les coûts inhérents à des honoraires de consultation, autres que ceux ayant trait au plan de simplification et ceux liés au changement du régime de primes offertes à la direction de la société, s'élèvent à environ 15 millions de dollars.
- La société continue à réduire les prix de façon stratégique et coordonnée. Cette réduction des prix a commencé et se poursuit à la fois en Ontario et au Québec pour ensuite s'étendre au reste du Canada au cours de l'exercice.

La société est en voie de mettre en œuvre un système d'inventaire permanent susceptible de modifier les pratiques comptables utilisées par la société pour évaluer la valeur de son inventaire de marchandise générale et de certains autres stocks. La société étudie présentement les incidences possibles de cette mise en œuvre.

Au premier trimestre de 2007, les flux de trésorerie disponibles<sup>1)</sup> se sont établis à un montant négatif de 396 millions de dollars comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 601 millions de dollars au premier trimestre de 2006. Les flux de trésorerie disponibles<sup>1)</sup> sont généralement négatifs au premier trimestre et devraient s'améliorer pendant le reste de l'exercice, en raison d'un accroissement du bénéfice net et d'une hausse des flux de trésorerie découlant du fonds de roulement et d'une réduction des dépenses en immobilisations par rapport à ceux de 2006.

La charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars comptabilisée dans les états financiers consolidés annuels vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 continue d'être évaluée par la société. Celle-ci s'attend à ce que la charge définitive soit d'environ 800 millions de dollars comme il avait été divulgué précédemment. Toutefois, s'il y a lieu, cette charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition sera ajustée d'ici la fin du deuxième trimestre de 2007.

Conformément à son objectif, celui de se « concentrer sur ses activités de base », la société a stabilisé les coûts du réseau d'approvisionnement, amélioré le niveau des services et simplifié les processus en magasin, créant ainsi une plate-forme pour améliorer la productivité en magasin.

Le Président exécutif du Conseil,



**Galen G. Weston**

Toronto, Canada  
le 30 avril 2007

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes aux pages 14 à 27 du présent rapport trimestriel de la société et les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 et le rapport de gestion y afférent compris dans le rapport annuel 2006 de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2007 de la société ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont présentés en dollars canadiens. Ces états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales et ceux des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la mise en application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15, Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities)(la « NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 80 du rapport financier compris dans le rapport annuel 2006 de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres divisé par l'actif total moyen, compte non tenu de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme; et le « rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulatif attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 30 avril 2007, à moins d'avis contraire.

### Résultats d'exploitation

Au premier trimestre de 2007, le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 0,20 \$, comparativement à 0,51 \$ en 2006, soit une baisse de 60,8 %. Les facteurs ci-après ont eu une incidence défavorable sur le bénéfice net de base par action ordinaire du premier trimestre de 2007 :

- 0,05 \$ (0,01 \$ en 2006) par action ordinaire imputables à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- 0,21 \$ (0,01 \$ en 2006) par action ordinaire imputables aux charges de restructuration et autres charges; et
- néant (0,01 \$ en 2006) par action ordinaire imputable à la consolidation des EDDV.

Compte tenu de l'ajustement des éléments susmentionnés, le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté<sup>1)</sup> s'élevait à 0,46 \$ au premier trimestre de 2007, par comparaison avec 0,54 \$ au premier trimestre de 2006. Le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté<sup>1)</sup> du premier trimestre de 2007 tient compte de l'incidence de certains éléments dont les détails sont fournis ci-après.

**Chiffre d'affaires** Le chiffre d'affaires du premier trimestre a crû de 3,3 % ou de 200 millions de dollars pour s'établir à 6,3 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires a augmenté dans toutes les régions du pays et pour l'ensemble des produits d'alimentation, de la marchandise générale et des produits pharmaceutiques. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 4,0 %, compte non tenu de l'incidence de la diminution continue des ventes de produits du tabac. Le chiffre d'affaires total, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV<sup>1)</sup>, a augmenté de 5,1 %. Au troisième trimestre de 2006, un important fournisseur de produits du tabac a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients des magasins cash & carry et clubs-entrepôts de la société, nuisant ainsi aux ventes. Cette perte de ventes devrait continuer de se répercuter sur les ventes comparativement à celles de 2006 jusqu'à la fin du troisième trimestre de 2007.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

## Rapport de gestion

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV<sup>1)</sup>

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Chiffre d'affaires total	6 347 \$	6 147 \$
Moins : chiffre d'affaires attribuable aux ventes de produits du tabac	217	321
chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	94	81
<b>Chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV<sup>1)</sup></b>	<b>6 036 \$</b>	<b>5 745 \$</b>
Croissance du chiffre d'affaires total	3,3 %	
Moins : incidence sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable aux ventes de produits du tabac	(2,0 %)	
incidence sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	0,2 %	
<b>Croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV<sup>1)</sup></b>	<b>5,1 %</b>	

Les principaux facteurs suivants expliquent la variation du chiffre d'affaires par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent :

- croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables, compte non tenu de l'incidence de la baisse continue des ventes de produits du tabac de 4,0 %;
- croissance continue du chiffre d'affaires des magasins *Real Canadian Superstore* en Ontario;
- l'inflation nationale du prix des aliments, calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » a été d'environ 3,8 % pour le premier trimestre de 2007, en comparaison de 2,6 % pour la période correspondante de 2006. Cette mesure de l'inflation peut ne pas refléter exactement l'incidence de l'inflation sur la combinaison spécifique de produits offerts dans les magasins de la société;
- les ventes de produits alimentaires, de marchandise générale et de produits pharmaceutiques ont augmenté par rapport à celles de la période correspondante de 2006; et
- la superficie nette en pieds carrés des magasins a augmenté de 0,3 million de pieds carrés, soit 0,7 %, au cours des quatre derniers trimestres, par suite de l'ouverture de 38 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés, et de la fermeture de 77 magasins, y compris les 45 magasins fermés dans le cadre du programme de restructuration des opérations en magasin annoncé précédemment, de même que les magasins qui ont été convertis ou qui ont fait l'objet d'expansions majeures. Au cours du premier trimestre de 2007, 6 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été ouverts et 50 ont été fermés, y compris 44 magasins fermés dans le cadre du programme de restructuration des opérations en magasin annoncé précédemment, ce qui a donné lieu à une diminution nette de 0,7 million ou de 1,5 % de la superficie nette en pieds carrés.

**Bénéfice d'exploitation** Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 134 millions de dollars au premier trimestre de 2007, en regard de 259 millions de dollars en 2006, soit une baisse de 48,3 %. La marge d'exploitation a été de 2,1 % au premier trimestre de 2007, contre 4,2 % en 2006.

Le « plan stratégique de croissance » de la société porte toujours sur la manière dont celle-ci fera face à la concurrence et assurera son succès à long terme. La mise en œuvre du plan de « simplification » se déroule comme il était prévu. Au cours du premier trimestre de 2007, certaines charges ont été comptabilisées par suite de mesures entreprises pour soutenir le plan stratégique de croissance de la société, lesquelles avaient été divulguées précédemment et qui sont décrits ci-après :

- Le plan de simplification comprend en partie la restructuration et la rationalisation des fonctions de mise en marché de la société et de ses opérations en magasin, ce qui nécessite la suppression de 800 à 1 000 postes au siège social national, au centre de services aux magasins et dans les bureaux régionaux. Les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ conformément à ce plan, devraient se situer dans la partie inférieure de la fourchette de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars divulguée antérieurement. Il est prévu qu'une part importante de la charge estimative liée à ce plan sera inscrite d'ici la fin du

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

deuxième trimestre de 2007. Au cours du premier trimestre de 2007, la société a comptabilisé des coûts de restructuration de 75 millions de dollars liés à ce plan, dont 58 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 17 millions de dollars, principalement des coûts liés à la consultation.

- Une charge de 14 millions de dollars a été inscrite relativement à la fermeture annoncée précédemment de certains magasins sur les marchés du Québec et de l'Atlantique et dans le réseau des magasins clubs-entrepôts dans le cadre de la restructuration des opérations en magasin.

(en millions de dollars)	<b>Coûts constatés en 2007 12 semaines</b>	Coûts constatés en 2006 12 semaines	Total des coûts prévus	Total des coûts prévus restants
Plan de simplification	<b>75 \$</b>	– \$	150 <sup>2)</sup> \$	75 \$
Opérations en magasin	<b>14</b>	–	54	5
Réseau d'approvisionnement	<b>–</b>	2	90	20
Déménagement dans de nouveaux bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel	<b>–</b>	1	25	–
<b>Total des charges de restructuration et autres charges</b>	<b>89 \$</b>	3 \$	319 \$	100 \$

2) Les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ conformément à ce plan, devraient se situer dans la partie inférieure de la fourchette de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars divulguée antérieurement.

En outre, la société a comptabilisé ce qui suit dans le bénéfice d'exploitation :

- une charge de 12 millions de dollars (3 millions de dollars en 2006) attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- une charge de 2 millions de dollars, composée principalement de frais d'entreposage, attribuables à la liquidation de stocks considérés excédentaires au quatrième trimestre de 2006. Les efforts de la société visant à liquider ces stocks se poursuivent comme il était prévu; et
- des produits de 1 million de dollars (une charge de 5 millions de dollars en 2006) attribuables à la consolidation des EDDV.

Compte tenu de l'ajustement des éléments susmentionnés, le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> s'élevait à 236 millions de dollars au premier trimestre de 2007, par comparaison avec 270 millions de dollars pendant la période correspondante de 2006. La marge d'exploitation ajustée<sup>1)</sup> était de 3,9 % au premier trimestre de 2007, comparativement à 4,7 % en 2006. La marge BAIIA ajustée<sup>1)</sup> a baissé, passant de 6,9 % en 2006 à 6,0 %.

De plus, les éléments qui suivent ont touché le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> au cours du premier trimestre de 2007 :

- Les changements législatifs adoptés par le gouvernement de l'Ontario au cours du deuxième semestre de 2006 ont eu des répercussions négatives d'environ 10 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation lié aux produits pharmaceutiques.
- Les coûts inhérents à des honoraires de consultation, autres que ceux ayant trait au plan de simplification et ceux liés au changement du régime de primes offertes à la direction de la société, s'élèvent à environ 15 millions de dollars.
- La société continue à réduire les prix de façon stratégique et coordonnée. Cette réduction des prix a commencé et se poursuit à la fois en Ontario et au Québec pour ensuite s'étendre au reste du Canada au cours de l'exercice.

En raison des investissements continus dans les baisses de prix des aliments visant à augmenter les ventes, et de l'accroissement de la perte de stocks, principalement dans les produits d'alimentation, le ratio de la marge brute globale a reculé, baisse compensée en partie par une meilleure composition des aliments, de la marchandise générale et des produits pharmaceutiques. Les coûts d'exploitation des magasins de la société, notamment les coûts de la main-d'œuvre, principalement en Ontario, et les frais généraux ont également été supérieurs.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

## Rapport de gestion

La charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars comptabilisée dans les états financiers consolidés annuels vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 continue d'être évaluée par la société. Celle-ci s'attend à ce que la charge définitive soit d'environ 800 millions de dollars comme il avait été divulgué précédemment. Toutefois, s'il y a lieu, cette charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition sera ajustée d'ici la fin du deuxième trimestre de 2007.

**Intérêts débiteurs** Les intérêts débiteurs au premier trimestre de 2007 se sont élevés à 59 millions de dollars en 2007, comparativement à 60 millions de dollars en 2006. Les facteurs qui suivent ont touché les intérêts débiteurs :

- Les intérêts sur la dette à long terme de 66 millions de dollars sont les mêmes que ceux enregistrés au cours de la période correspondante de 2006.
- Les intérêts sur les instruments financiers dérivés, compte tenu de l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, qui se chiffrent à 3 millions de dollars (1 million de dollars en 2006).
- Les intérêts créditeurs nets à court terme de 4 millions de dollars (2 millions de dollars en 2006)
- Au cours du premier trimestre de 2007, des intérêts débiteurs de 6 millions de dollars (5 millions de dollars en 2006) ont été capitalisés au titre des immobilisations.

**Impôts sur le bénéfice** Le taux d'imposition effectif a diminué, passant de 32,2 % en 2006 à 30,7 % en raison principalement d'un changement dans la proportion du bénéfice imposable gagné dans différentes compétences fiscales, diminution qui a été partiellement compensée par l'incidence fiscale relative à la rémunération à base d'actions et les contrats à terme de capitaux propres connexes.

**Bénéfice net** Au premier trimestre, le bénéfice net a diminué de 86 millions de dollars, ou 61,4 % pour s'établir à 54 millions de dollars en comparaison de 140 millions de dollars au premier trimestre de 2006. Le bénéfice net de base par action ordinaire du premier trimestre a baissé de 0,31 \$, ou 60,8 % pour se chiffrer à 0,20 \$ par rapport à 0,51 \$ au cours du premier trimestre de 2006 en raison des facteurs décrits précédemment.

## Situation financière

**Ratios financiers** Le ratio de la dette nette<sup>1)</sup> sur les capitaux propres s'est établi à 0,77 : 1 à la fin du premier trimestre de 2007 comparativement à 0,74 : 1 au cours de la période correspondante de 2006 et à 0,72 : 1 à la fin de l'exercice de 2006. L'augmentation du ratio de la dette nette<sup>1)</sup> sur les capitaux propres à la fin du premier trimestre de 2007, comparativement à celui enregistré à la fin du premier trimestre de l'exercice précédent, est attribuable à la diminution des capitaux propres, laquelle est surtout imputable à l'incidence négative de la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars inscrite au quatrième trimestre de 2006, partiellement compensée par une baisse de la dette nette<sup>1)</sup>. Le ratio de la dette nette<sup>1)</sup> sur les capitaux propres à la fin du premier trimestre est généralement supérieur à celui de la fin de l'exercice, en raison des fluctuations cycliques du fonds de roulement. Le ratio de la dette nette<sup>1)</sup> sur les capitaux propres devrait s'améliorer tout au long du reste de l'exercice.

Par suite de la baisse du bénéfice d'exploitation, le ratio de couverture des intérêts s'est établi à 2,1 fois pour le premier trimestre de 2007, comparativement à 4,0 fois en 2006.

À la fin du premier trimestre de 2007, le rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle<sup>1)</sup> a diminué, s'établissant à 1,3 %, comparativement à 11,1 % pour la période correspondante de 2006 et à 2,3 % à la fin de l'exercice 2006. Le rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle à la fin du premier trimestre a baissé, se chiffrant à (5,3 %) en comparaison de 13,0 % pour la période correspondante de 2006 et à (3,9 %) à la fin de l'exercice 2006. Ces deux ratios continuent de subir l'effet défavorable du recul du bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres, compte tenu de l'incidence négative de la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars inscrite au cours du quatrième trimestre de 2006.

**Dividendes sur les actions ordinaires** Le Conseil d'administration de Loblaw a déclaré des dividendes trimestriels équivalant à 0,21 \$ par action ordinaire devant être versés le 1<sup>er</sup> avril 2007.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

**Capital-actions en circulation** Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et il y avait 274 173 564 actions ordinaires en circulation à la fin du trimestre. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 9 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

#### **Situation de trésorerie et sources de financement**

**Sorties nettes liées aux activités d'exploitation** Au premier trimestre, les sorties nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 245 millions de dollars par rapport à 410 millions de dollars pour la période correspondante de 2006. La diminution des sorties nettes liées aux activités d'exploitation est principalement attribuable à une utilisation réduite des éléments hors caisse du fonds de roulement. La variation des stocks au cours du premier trimestre de 2007 par rapport à celle de la période correspondante de 2006 représente la majeure partie de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

**Sorties nettes liées aux activités d'investissement** Au premier trimestre, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont atteint 20 millions de dollars, comparativement à 273 millions de dollars en 2006. La majeure partie de la variation des sorties nettes liées aux activités d'investissement est attribuable à la diminution des dépenses en immobilisations de même qu'au fait que la société a moins délaissé la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour opter pour des placements à court terme relativement à la fin de l'exercice, qu'elle ne l'avait fait à l'exercice précédent, en raison d'une modification de l'échéance du portefeuille de ses placements à court terme. Au premier trimestre, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 93 millions de dollars (191 millions de dollars en 2006), ce qui traduit l'engagement continu de Loblaw à maintenir et renouveler l'ensemble de ses actifs et à investir pour assurer sa croissance partout au Canada. À présent, la société veille à ce que les dépenses en immobilisations appropriées soient effectuées.

Au cours du premier trimestre de 2007, la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a procédé à la titrisation de créances sur cartes de crédit de 40 millions de dollars (55 millions de dollars en 2006), par la vente d'une partie du total des droits sur ces créances aux fiducies indépendantes. La titrisation a donné lieu à un gain net symbolique (gain net symbolique en 2006) compte tenu des hypothèses présentées à la note 11 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 compris dans le rapport annuel 2006 de la société. Le recours des fiducies indépendantes à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est aussi appuyé par la société au moyen d'une lettre de garantie, correspondant à 9 % (9 % en 2006) sur une tranche du montant titrisé.

**Rentrées nettes liées aux activités de financement** Au premier trimestre, les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 143 millions de dollars comparativement à 483 millions de dollars en 2006, en raison principalement de la diminution des effets de commerce par suite de la réduction du fonds de roulement et des dépenses en immobilisations.

Au cours du premier trimestre de 2007, Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») a placé les billets à moyen terme (« BMT ») et les débetures de la société sous surveillance avec perspective négative et a confirmé le maintien à son niveau actuel de la cote des effets de commerce de la société avec perspective « stable ». Standard & Poor's a placé sous surveillance avec perspective négative la cote du crédit à long terme et des effets de commerce de la société. Postérieurement au premier trimestre, DBRS a revu à la baisse les BMT et les débetures de la société, qui sont passés de la cote « A » à « A (bas) », tandis que la notation des effets de commerce a été confirmée à « R-1 (bas) » avec perspective « négative » dans les deux cas. Une baisse des cotes entraînera une augmentation des coûts d'emprunt, mais la société ne prévoit pas avoir de difficulté à obtenir du financement externe.

Au cours du premier trimestre de 2007, la société a obtenu une facilité de crédit engagée renouvelable de 364 jours, d'un montant de 500 millions de dollars, consentie par plusieurs banques pour les besoins généraux de la société et pour appuyer son programme d'effets de commerce.

Au cours du premier trimestre de 2007, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 708 678 de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires en circulation, ou de conclure des contrats de dérivés de capitaux propres à cette fin. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions aux cours du marché à la date du rachat.

**Flux de trésorerie disponibles<sup>1)</sup>** Au premier trimestre de 2007, les flux de trésorerie disponibles<sup>1)</sup> se sont établis à un montant négatif de 396 millions de dollars comparativement à des flux de trésorerie disponibles négatifs de 601 millions de dollars au premier trimestre de 2006. Les flux de trésorerie disponibles<sup>1)</sup> sont généralement négatifs au premier trimestre et devraient s'améliorer pendant le reste de l'exercice en raison d'un accroissement du bénéfice net et d'une amélioration des flux de trésorerie découlant du fonds de roulement et d'une réduction des dépenses en immobilisations, comparativement à 2006.

### Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société pour chacun des huit derniers trimestres. Ces informations ont été dressées conformément aux PCGR canadiens et sont présentées en dollars canadiens. Chacun des trimestres présentés comptait 12 semaines, à l'exception du troisième trimestre qui comptait 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels  
(non vérifié)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2007	2006	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Chiffre d'affaires	6 347 \$	6 147 \$	6 784 \$	6 552 \$	9 010 \$	8 610 \$	6 699 \$	6 405 \$
Bénéfice net (perte)	54 \$	140 \$	(756) \$	201 \$	203 \$	192 \$	194 \$	211 \$
Bénéfice net (perte) par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,20 \$	0,51 \$	(2,76) \$	0,73 \$	0,74 \$	0,70 \$	0,71 \$	0,77 \$
Dilué (en dollars)	0,20 \$	0,51 \$	(2,76) \$	0,73 \$	0,74 \$	0,70 \$	0,71 \$	0,76 \$

La croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie au cours du premier trimestre de 2007 à un rythme plus élevé que celui de 2006. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant le trimestre en cours a progressé de 2,4 %, compte tenu de l'incidence négative de la baisse des ventes de produits du tabac, laquelle a freiné la croissance du chiffre d'affaires et celle du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant les deux derniers trimestres de 2006 et durant le premier trimestre de 2007. Les ventes de produits du tabac ne contribuent pas de façon importante au bénéfice. Les fluctuations du bénéfice net trimestriel de 2006 et de 2007 sont imputables à un certain nombre de charges spécifiques liées aux transformations continues, y compris à la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006 et aux charges de restructuration et autres charges à la fin de 2006 et au premier trimestre de 2007.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux PCGR canadiens.

En date du 24 mars 2007, la direction a conclu que des faiblesses existaient dans la conception du contrôle interne de la société à l'égard de la présentation de l'information financière pour ce qui est du contrôle des stocks, principalement en ce qui a trait à l'évaluation des stocks de marchandise générale. Cette faiblesse de conception est principalement attribuable à l'absence de contrôles compensatoires suffisants, étant donné l'inexistence d'un système d'inventaire permanent. Au 30 décembre 2006, les contrôles et processus mis en application relativement à la liquidation des stocks effectuée au cours du quatrième trimestre de 2006 fournissaient des contrôles compensatoires suffisants à cet égard.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

Bien qu'il soit possible que cette faiblesse de conception, si la société n'y avait pas remédié, ait pu entraîner des inexactitudes importantes dans les soldes d'inventaire actuels et futurs de la société, la direction a conclu que les états financiers consolidés compris dans le présent rapport trimestriel donnent une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie consolidés de la société pour les 12 semaines terminées le 24 mars 2007. La direction est arrivée à cette conclusion en tenant compte de l'incidence globale d'un certain nombre de facteurs, y compris la liquidation des stocks de marchandise générale qui a eu lieu au cours du quatrième trimestre de 2006, de l'exécution d'un nombre important de dénombrements des stocks effectués dans les magasins de la société au cours du premier trimestre de 2007 et d'autres procédés de corroboration effectués par la direction afin de valider la valeur comptable des stocks.

La société est en voie d'élaborer un plan pour remédier à cette faiblesse de conception. À court terme, le nombre de dénombrements des stocks sera accru de manière à fournir à la société l'assurance de statistiques valides lui permettant d'extrapoler les résultats de ces dénombrements. La société mettra en œuvre un système d'inventaire permanent au cours des 12 à 24 prochains mois.

Outre les faits susmentionnés, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au cours des 12 semaines terminées le 24 mars 2007 qui a eu un effet important ou qui est raisonnablement susceptible de toucher de façon importante le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

### **Poursuites**

Au cours du premier trimestre de 2007, la société a été l'un des 17 défendeurs à recevoir signification d'une poursuite intentée par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises et déposée auprès de la Cour supérieure de l'Ontario. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés. Un milliard de dollars en dommages-intérêts sont réclamés. De plus, les demandeurs sollicitent la nomination d'un représentant de la défense pour les employeurs de tous les participants du régime de retraite interentreprises. L'action est présentée sous forme de recours collectif au nom de tous les bénéficiaires du régime de retraite interentreprises et elle n'en est qu'à ses toutes premières étapes. La société entend se défendre vigoureusement, mais pour le moment, la défense n'a pas encore été déposée.

Outre la réclamation susmentionnée, la société fait l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.

### **Normes comptables mises en application en 2007**

Le 31 décembre 2006, la société a mis en application les nouvelles normes exposées dans les chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés : le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865, « Couvertures », le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3251, « Capitaux propres », et le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces normes ont été appliquées sans retraitement des données des périodes antérieures. Les ajustements de transition qui découlent de la mise en application de ces normes ont été constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Ces nouvelles normes comptables exigent que tous les instruments financiers soient classés dans une catégorie déterminée, soit à titre d'actifs financiers ou de passifs financiers détenus à des fins de transaction, de placements détenus jusqu'à leur échéance, de prêts ou de créances, d'actifs financiers disponibles à la vente ou d'autres passifs financiers. Les instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de cette norme, y compris les dérivés, doivent être inclus dans le bilan de la société et évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les actifs

## Rapport de gestion

financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé ou subisse une dépréciation; lorsque cela se produit, les gains ou les pertes non réalisés sont comptabilisés en résultat net. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur de l'élément de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Dans la mesure où la variation de la juste valeur du dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert, la partie inefficace de la relation de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat net.

À la mise en application de ces normes, la société a inscrit les ajustements de transition suivants :

(en millions de dollars)	Total des ajustements de transition
<b>Bilan consolidé</b>	
Autres actifs	\$ 35
Impôts futurs	(7)
Autres passifs	41
Bénéfices non répartis	(15)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	16

Pour de plus amples détails sur les modifications comptables spécifiques et leurs incidences, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Perspectives

Pour le reste de l'exercice 2007, le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV<sup>1)</sup>, devraient augmenter, tandis que le bénéfice d'exploitation ajusté<sup>1)</sup> et la marge d'exploitation ajustée<sup>1)</sup> seront touchés par les baisses continues de prix que la société accorde à sa clientèle partout au Canada.

### Information supplémentaire

L'information financière supplémentaire sur la société a été transmise par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et elle peut être consultée en ligne à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société.

### Mesures financières non conformes aux PCGR

La société présente ses résultats financiers selon les PCGR canadiens. Toutefois, la société a inclus certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux PCGR qui, à son avis, fournissent de l'information utile à la direction et aux lecteurs de ce rapport trimestriel, pour évaluer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR canadiens et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR canadiens.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 10.

**Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV** Ces mesures financières ne tiennent pas compte de l'incidence sur le chiffre d'affaires de la baisse des ventes de produits du tabac et du regroupement de certains franchisés indépendants par la société à la suite de la mise en application de manière rétroactive et sans retraitement de la NOC-15 le 2 janvier 2005. Les ventes de produits du tabac continuent à chuter par suite de la décision d'un important fournisseur de produits du tabac qui, au cours du troisième trimestre de 2006, a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients des magasins Cash & Carry et clubs-entrepôts de la société. Ces incidences sur le chiffre d'affaires ne sont pas prises en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. Le tableau « Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV » figurant à la page 4 du présent rapport de gestion rapproche ces mesures financières et les mesures financières conformes aux PCGR canadiens.

**Bénéfice d'exploitation et marge d'exploitation ajustés** Le tableau qui suit rapproche le bénéfice d'exploitation ajusté et le bénéfice d'exploitation conforme aux PCGR canadiens présenté dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de douze semaines terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que leur exclusion permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice d'exploitation ajusté et la marge d'exploitation ajustée pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités poursuivies.

(en millions de dollars)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Bénéfice d'exploitation	134 \$	259 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	12	3
Charges de restructuration et autres charges	89	3
Liquidation de stocks	2	–
EDDV	(1)	5
Bénéfice d'exploitation ajusté	236 \$	270 \$

La marge d'exploitation ajustée est calculée comme le bénéfice d'exploitation ajusté divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV.

**BAIIA et marge BAIIA ajustés** Le tableau qui suit rapproche le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation ajusté, lequel est rapproché des mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats dans le tableau ci-dessus pour les périodes de douze semaines terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006. La direction utilise le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

(en millions de dollars)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Bénéfice d'exploitation ajusté	236 \$	270 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Amortissement	136	134
Amortissement des EDDV	(7)	(6)
BAIIA ajusté	365 \$	398 \$

## Rapport de gestion

La marge BAIIA ajustée est calculée comme le BAIIA ajusté divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV.

**Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté** Le tableau qui suit rapproche le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté et le bénéfice net de base par action ordinaire conforme aux PCGR canadiens présenté dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de douze semaines terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que leur exclusion permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils sont non susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions à l'égard de ses activités poursuivies.

	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,20 \$	0,51 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	0,05	0,01
Charges de restructuration et autres charges	0,21	0,01
Liquidation de stocks	-	-
EDDV	-	0,01
<b>Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté</b>	<b>0,46 \$</b>	<b>0,54 \$</b>

**Dettes nettes** Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette utilisée dans le calcul du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 24 mars 2007 et au 25 mars 2006. La société calcule sa dette nette comme étant la somme de sa dette à long terme et de sa dette à court terme moins la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

(en millions de dollars)	2007	2006
Dettes bancaires	97 \$	80 \$
Effets de commerce	756	871
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	36	159
Dettes à long terme	4 241	4 183
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	547	716
placements à court terme	388	187
<b>Dettes nettes</b>	<b>4 195 \$</b>	<b>4 390 \$</b>

**Flux de trésorerie disponibles** Le tableau ci-dessous rapproche les flux de trésorerie disponibles et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des flux de trésorerie pour les périodes de douze semaines terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006. La société calcule les flux de trésorerie disponibles comme étant des sorties nettes liées aux activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations et les dividendes. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles sont une mesure utile de la variation de la trésorerie disponible aux fins de ses besoins de financement supplémentaires.

(en millions de dollars)	<b>2007</b> <b>12 semaines</b>	2006 12 semaines
Sorties nettes liées aux activités d'exploitation	<b>(245) \$</b>	(410) \$
Moins : acquisitions d'immobilisations	<b>93</b>	191
dividendes	<b>58</b>	-
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>(396) \$</b>	(601) \$

**Total de l'actif** Le tableau ci-dessous rapproche le total de l'actif utilisé pour mesurer le rendement de l'actif total moyen et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 24 mars 2007 et au 25 mars 2006. La société estime que le ratio du rendement sur l'actif total moyen est utile pour évaluer le rendement des actifs d'exploitation et, par conséquent, ne tient pas compte de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme dans le total de l'actif utilisé dans ce ratio.

(en millions de dollars)	<b>2007</b>	2006
Total de l'actif	<b>13 284 \$</b>	13 797 \$
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>547</b>	716
placements à court terme	<b>388</b>	187
<b>Total de l'actif</b>	<b>12 349 \$</b>	12 894 \$

## États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007 12 semaines	2006 12 semaines
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 347 \$</b>	6 147 \$
<b>Charges d'exploitation</b>		
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	5 988	5 751
Amortissement	136	134
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	89	3
	<b>6 213</b>	5 888
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>134</b>	259
Intérêts débiteurs (note 4)	59	60
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>75</b>	199
Impôts sur le bénéfice (note 5)	23	64
<b>Bénéfice net avant la participation sans contrôle</b>	<b>52</b>	135
Participation sans contrôle	(2)	(5)
<b>Bénéfice net</b>	<b>54 \$</b>	140 \$
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b> (en dollars) (note 6) de base et dilué	<b>0,20 \$</b>	0,51 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## États consolidés des capitaux propres

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007 12 semaines	2006 12 semaines
<b>Capital-actions ordinaire au début et à la fin de la période</b>	1 196 \$	1 192 \$
<b>Bénéfices non répartis au début de la période</b>	4 245 \$	4 694 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(15)	-
Bénéfice net	54	140
Dividendes déclarés par action ordinaire – 21¢ (21¢ en 2006)	(58)	(58)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de la période</b>	4 226 \$	4 776 \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période</b>	- \$	
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (notes 2 et 10)	16	
Autres éléments du résultat étendu	1	
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période</b>	17 \$	
<b>Total des capitaux propres</b>	5 439 \$	5 968 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## État consolidé du résultat étendu

(non vérifié)

Pour le période terminées le 24 mars 2007

(en millions de dollars)

	2007 12 semaines
Bénéfice net	54 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts	
Perte non réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente	(3)
Reclassement dans le bénéfice net du gain sur les actifs financiers disponibles à la vente	(11)
	(14)
Gain net sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	4
Reclassement dans le bénéfice net de la perte sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	11
	15
Autres éléments du résultat étendu	1
<b>Total du résultat étendu</b>	55 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 24 mars 2007 (non vérifié)	Au 25 mars 2006 (non vérifié)	Au 30 décembre 2006
<b>Actif</b>			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	547 \$	716 \$	669 \$
Placements à court terme	388	187	327
Débiteurs (note 7)	578	536	728
Stocks	1 964	2 076	2 037
Impôts sur le bénéfice	89	46	63
Impôts futurs	106	76	85
Charges payées d'avance et autres actifs	47	57	39
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>3 719</b>	<b>3 694</b>	<b>3 948</b>
Immobilisations	8 053	7 833	8 055
Écart d'acquisition	793	1 588	794
Autres actifs	719	682	689
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 284 \$</b>	<b>13 797 \$</b>	<b>13 486 \$</b>
<b>Passif</b>			
Passif à court terme			
Dette bancaire	97 \$	80 \$	1 \$
Effets de commerce	756	871	647
Créditeurs et charges à payer	2 113	2 020	2 598
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	36	159	27
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>3 002</b>	<b>3 130</b>	<b>3 273</b>
Dette à long terme	4 241	4 183	4 212
Impôts futurs	229	230	234
Autres passifs	363	280	314
Participation sans contrôle	10	6	12
<b>Total du passif</b>	<b>7 845</b>	<b>7 829</b>	<b>8 045</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions ordinaire (note 9)	1 196	1 192	1 196
Bénéfices non répartis	4 226	4 776	4 245
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 10)	17	-	-
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 439</b>	<b>5 968</b>	<b>5 441</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>13 284 \$</b>	<b>13 797 \$</b>	<b>13 486 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 24 mars 2007 et le 25 mars 2006

(en millions de dollars)

	2007 12 semaines	2006 12 semaines
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	52 \$	135 \$
Amortissement	136	134
Charges de restructuration et autres charges (note 3)	89	3
Impôts futurs	(19)	(13)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(535)	(692)
Autres	32	23
<b>Sorties nettes liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(245)</b>	<b>(410)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations	(93)	(191)
Placements à court terme	(61)	(183)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	7	6
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 7)	144	118
Placements dans des franchises et autres créances	(6)	(14)
Autres	(11)	(9)
<b>Sorties nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(20)</b>	<b>(273)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Dette bancaire	96	50
Effets de commerce	109	435
Dette à long terme		
Émise	7	4
Remboursée	(11)	(6)
Dividendes	(58)	-
<b>Rentrées nettes liées aux activités de financement</b>	<b>143</b>	<b>483</b>
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(122)	(200)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	669	916
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>547 \$</b>	<b>716 \$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

### Note 1. Règles de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Ces états financiers ont été dressés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles qui ont été employées dans l'établissement des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous. Conformément aux PCGR canadiens, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels; les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2006 de Les Compagnies Loblaw limitée.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ». La société détient une participation de 100 % dans le capital-actions avec droit de vote de ses filiales. La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote.

**Estimations et hypothèses** L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, les connaissances optimales que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours et sur les activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, des écarts d'acquisition, des impôts sur le bénéfice, de la taxe sur les produits et services et des taxes de vente provinciales, des immobilisations corporelles ainsi que des avantages sociaux futurs, dépendent de jugements subjectifs ou complexes sur des questions pouvant être incertaines, et les changements dans ces estimations pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

### Note 2. Normes comptables mises en application en 2007

**Instruments financiers** Le 31 décembre 2006, la société a adopté les nouvelles recommandations contenues dans les chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés : le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865, « Couvertures », le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3251, « Capitaux propres », et le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces normes ont été appliquées sans retraitement des données des périodes antérieures. Les ajustements de transition qui découlent de la mise en application de ces normes ont été constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » établit une norme de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les instruments financiers doivent tous être classés dans une catégorie déterminée, soit à titre d'actifs ou de passifs détenus à des fins de transaction, de placements détenus jusqu'à leur échéance, de prêts ou de créances, d'actifs financiers disponibles à la vente ou d'autres passifs financiers. Les instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de cette norme, y compris les dérivés, doivent être inclus dans le bilan de la société et évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les gains et les pertes sur les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé ou subisse une dépréciation; lorsque cela se produit, les gains ou les pertes non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net. Les coûts de transaction autres que ceux qui se rapportent aux instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction, et donc qui sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, sont ajoutés à la juste valeur de l'actif ou du passif financier au moment de la comptabilisation initiale puis amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des instruments financiers est fondée sur le cours du marché lorsqu'il existe un marché actif pour les instruments. S'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est estimée au moyen de divers modèles et techniques d'évaluation qui sont expliqués à la note 20 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006.

Par suite de la mise en application de cette norme, la société a classé comme des actifs détenus à des fins de transaction la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, à l'exception de certains placements à court terme libellés en dollars US désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture, qui sont classés comme des actifs financiers disponibles à la vente. Les débiteurs sont classés comme des prêts et des créances, et les placements dans des instruments de capitaux propres sont classés comme étant disponibles à la vente. La dette bancaire, les créditeurs et charges à payer, la dette à long terme et les obligations découlant de contrats de location-acquisition ont été classés à titre d'autres passifs financiers. La société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à l'échéance. La réévaluation à la juste valeur des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente a entraîné une augmentation de 9 millions de dollars des autres actifs ainsi qu'une augmentation correspondante du cumul des autres éléments du résultat étendu de 6 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. En outre, à la suite du classement des placements à court terme libellés en dollars US désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture dans les placements disponibles à la vente, le gain net non réalisé qui avait été comptabilisé auparavant dans les bénéfices non répartis a été reclassé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu pour un montant de 14 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. Les droits que la Banque PC a conservés dans les créances titrisées ont été classés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, ce qui a entraîné une augmentation des autres actifs de 2 millions de dollars ainsi qu'une augmentation correspondante du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 1 million de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. L'incidence de ce classement au premier trimestre de 2007 a été négligeable. La réévaluation des actifs financiers classés comme des prêts et des créances et des passifs financiers classés comme d'autres passifs au coût après amortissement a eu un effet négligeable.

Les dérivés non financiers doivent être comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à moins qu'ils ne soient exonérés du traitement réservé aux dérivés parce qu'ils ont été conclus dans le contexte des besoins prévus de l'entité en matière d'achats, de ventes ou de consommation. Toute variation de la juste valeur des dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net, à moins qu'ils soient comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation d'une couverture de flux de trésorerie, auquel cas les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. La réévaluation des dérivés non financiers à la juste valeur a entraîné une augmentation des autres actifs de 7 millions de dollars et une augmentation du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 5 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. Conformément à la norme, les dérivés incorporés doivent être séparés du contrat hôte et évalués à la juste valeur si certaines conditions sont réunies. Aux termes du choix prévu par la norme, la société a choisi le 29 décembre 2002 comme date de transition aux fins de l'application de ce traitement comptable aux dérivés incorporés. Ce changement relatif aux dérivés incorporés n'a pas eu une incidence significative sur les états financiers.

Au cours du premier trimestre de 2007, la variation de la juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés non financiers, était négligeable.

Le chapitre 3855 prévoit aussi que les obligations découlant d'une garantie qui répond à la définition d'une garantie donnée dans la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-14, « Informations à fournir sur les garanties », doivent être comptabilisées à leur juste valeur au moment où la garantie est constituée. Aucune réévaluation ultérieure à la juste valeur n'est nécessaire, à moins que la garantie financière réponde aux critères d'un dérivé. Un passif de 7 millions de dollars a donc été comptabilisé pour refléter la juste valeur de la lettre de garantie émise par une grande banque à charte canadienne en faveur d'une fiducie de financement indépendante qui offre des prêts aux franchisés indépendants de la société. En contrepartie, une diminution de 6 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, a été inscrite au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Le chapitre 3865, « Couvertures » remplace la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, « Relations de couverture ». Les exigences en matière d'identification, de désignation, d'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et de constitution d'une documentation à leur sujet demeurent en grande partie les mêmes. Le chapitre 3865 présente le traitement comptable des relations de couverture admissibles ainsi que les informations à fournir à leur sujet, et il exige que tout dérivé désigné comme élément constitutif d'une relation de couverture soit comptabilisé à la juste valeur.

Comme il est expliqué aux notes 1 et 20 afférentes aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006, la société a des couvertures de flux de trésorerie qui sont utilisées pour gérer l'exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt variables s'appliquant aux actifs et aux passifs à taux variable. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur de l'élément couvert est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Dans la mesure où la variation de la juste valeur du dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert, la partie inefficace de la relation de couverture est comptabilisée immédiatement dans le bénéfice net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le bénéfice net au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans le bénéfice net. Lorsqu'un instrument financier dans une couverture de flux de trésorerie vient à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux conditions de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu à l'égard de la couverture est reporté jusqu'à ce que l'élément couvert soit comptabilisé dans le bénéfice net. Lorsqu'un élément couvert cesse d'exister en raison de son échéance ou de sa vente, ou lorsqu'il est probable que l'opération prévue ne se réalisera pas, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est immédiatement reclassé dans le bénéfice net.

À la mise en application de ces nouvelles exigences ayant trait aux couvertures de flux de trésorerie, une augmentation des autres actifs de 17 millions de dollars et une augmentation des autres passifs de 34 millions de dollars ont été comptabilisées pour refléter la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui n'avaient pas été comptabilisés au bilan consolidé auparavant, et une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu de 10 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, a aussi été comptabilisée. La société a aussi inscrit une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 15 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour tenir compte de l'élément de financement des swaps de taux d'intérêt qui diffèrent des taux pratiqués sur le marché. En outre, la société a comptabilisé une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 14 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour tenir compte de la partie efficace des gains et pertes non réalisés sur les swaps de devises auparavant inscrits dans les bénéfices non répartis. La partie inefficace des gains et des pertes sur les dérivés désignés comme éléments d'une relation de couverture était négligeable.

Le chapitre 1530, « Résultat étendu » prévoit l'établissement d'un état du résultat étendu, dans lequel sont présentés le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu représentent la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires; ils comprennent aussi les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente et les variations de la juste valeur de la partie efficace des instruments de couverture de flux de trésorerie. À compter du premier trimestre de 2007, la société a inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés un nouvel état consolidé du résultat étendu dans lequel elle présente la variation de ces éléments, tandis que la variation cumulée des autres éléments du résultat étendu est incluse dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, qui est présenté dans une nouvelle section des capitaux propres au bilan consolidé. Il y a lieu de se reporter à la note 10 pour obtenir de plus amples renseignements sur le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le chapitre 3251, « Capitaux propres », remplace le chapitre 3250, « Surplus », et il définit les normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée. Aux termes de ce chapitre, la société doit présenter séparément les composantes des capitaux propres ainsi que les variations des capitaux propres se rapportant i) au bénéfice net, ii) aux autres éléments du résultat étendu, iii) aux autres variations des bénéfices non répartis, iv) aux variations du surplus d'apport, v) aux variations du capital-actions et vi) aux variations des réserves. De nouveaux états consolidés des capitaux propres sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », qui remplace le chapitre 3860 éponyme, établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers, et précise quelles sont les informations à fournir à leur sujet.

Les tableaux ci-dessous présentent les ajustements de transition qui ont été inscrits à la mise en application des nouvelles normes:

(en millions de dollars)	Total des ajustements de transition
<b>Bilan consolidé</b>	
Autres actifs	35 \$
Impôts futurs	(7)
Autres passifs	41
Bénéfices non répartis	(15)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	16

(en millions de dollars)	Bénéfices non répartis		Cumul des autres éléments du résultat étendu	
	Montant brut	Montant après impôts sur le bénéfice	Montant brut	Montant après impôts sur le bénéfice
Actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	(14) \$	(14) \$	23 \$	20 \$
Actifs financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction	2	1	-	-
Dérivés non financiers	7	5	-	-
Garanties	(7)	(6)	-	-
Couvertures de flux de trésorerie	(9)	(1)	(8)	(4)
	(21) \$	(15) \$	15 \$	16 \$

### Note 3. Charges de restructuration et autres charges

**Plan de simplification** Au cours du premier trimestre de 2007, la société a approuvé et annoncé la restructuration des activités de mise en marché et des opérations en magasin afin d'optimiser ces fonctions dans le cadre de son plan de simplification. Les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ conformément à ce plan, devraient se situer dans la partie inférieure de la fourchette de 150 millions de dollars à 200 millions de dollars divulguée antérieurement. Il est prévu qu'une part importante des charges estimatives liée à ce plan sera inscrite d'ici la fin du deuxième trimestre de 2007. Au cours du premier trimestre de 2007, la société a comptabilisé des coûts de restructuration de 75 millions de dollars liés à ce plan, dont une tranche de 58 millions de dollars a trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 17 millions de dollars, principalement des coûts liés à la consultation.

**Opérations en magasin** En 2006, la direction de la société a approuvé et communiqué un plan de fermeture visant 19 magasins du Québec dont le rendement était insatisfaisant, principalement sous la bannière *Provigo*, et 8 magasins de la région de l'Atlantique. De plus, en raison de la baisse des ventes de produits de tabac faisant suite à la décision d'un fournisseur important de vendre directement ses produits à certains clients de la société, un examen de l'incidence de cette décision sur le réseau des magasins cash & carry et des clubs-entrepôts a été entrepris. En 2006, la direction a approuvé et communiqué un plan officiel de fermeture de 24 points de vente en gros qui avaient été les plus grandement touchés par le changement. Le total des coûts de restructuration afférents à ces plans est estimé à environ 54 millions de dollars. De ce montant, environ 10 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ découlant de la cessation d'emploi de salariés, 25 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 19 millions de dollars sont liés à la fermeture d'installations et à d'autres coûts, y compris les obligations locatives. Au cours du premier trimestre de 2007, la société a constaté des coûts de restructuration de 14 millions de dollars liés à la fermeture d'installations et à d'autres coûts, y compris les obligations locatives. Des coûts estimatifs de 5 millions de dollars devraient encore être engagés et ils seront constatés à mesure que les critères appropriés sont réunis.

**Réseau d'approvisionnement** En 2005, la direction de la société a approuvé un vaste plan de restructuration du réseau d'approvisionnement de la société à l'échelle nationale. La restructuration devrait être terminée d'ici le premier trimestre de 2009 et le total des coûts de restructuration prévus aux termes de ce plan est estimé à environ 90 millions de dollars. De cette somme, environ 57 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi versées, qui comprennent des indemnités de départ et des coûts supplémentaires découlant de régimes de retraite liés à la mise à pied de salariés, 13 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 20 millions de dollars sont consacrés à la fermeture des installations et à d'autres coûts directement attribuables au plan de restructuration. À la fin du premier trimestre de 2007, 20 millions de dollars des coûts estimatifs devaient encore être engagés et seront constatés à mesure que les critères appropriés sont réunis.

**Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel** En 2005, la société a regroupé plusieurs services d'administration et d'exploitation en provenance de tout le sud de l'Ontario au sein d'un nouveau siège social national et centre de services à Brampton, en Ontario, et a réorganisé les groupes de la mise en marché, de l'approvisionnement et de l'exploitation, ce qui comprend le transfert des activités de la marchandise générale de Calgary, en Alberta, dans ces nouveaux bureaux. La totalité des coûts prévus de 25 millions de dollars liés à ces mesures avaient été constatés en 2006.

Le tableau qui suit résume les coûts constatés dans le bénéfice d'exploitation et les paiements en espèces effectués par la société:

(en millions de dollars)	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de fermeture des installations et autres coûts	Total du passif net	Dépréciation d'immobilisations et amortissement accélééré	Total 2007 12 semaines	Total 2006 12 semaines
Passif net au début de la période	40 \$	– \$	40 \$		40 \$	41 \$
Coûts constatés au cours de la période :						
Plan de simplification	58 \$	17 \$	75 \$	– \$	75 \$	– \$
Opérations en magasin	–	14	14	–	14	–
Réseau d'approvisionnement	–	–	–	–	–	2
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel	–	–	–	–	–	1
	58 \$	31 \$	89 \$	– \$	89 \$	3 \$
Paiements en espèces effectués au cours de la période :						
Plan de simplification	13 \$	17 \$	30 \$		30 \$	– \$
Opérations en magasin	4	5	9		9	–
Réseau d'approvisionnement	1	–	1		1	2
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel	–	–	–		–	2
	18 \$	22 \$	40 \$		40 \$	4 \$
Charges imputées aux immobilisations	– \$	– \$	– \$		– \$	1 \$
Charges imputées aux autres actif <sup>1)</sup>	4	–	4		4	–
Passif net à la fin de la période	76 \$	9 \$	85 \$		85 \$	39 \$
Constatés au bilan consolidé comme suit :						
Autres actifs	– \$	– \$	– \$		– \$	9 \$
Créditeurs et charges à payer	55	9	64		64	5
Autres passifs	21	–	21		21	25
Passif net à la fin de la période	76 \$	9 \$	85 \$		85 \$	39 \$

1) Représentent les coûts de prestations contractuelles de cessation d'emploi constatées qui sont venues réduire l'actif au titre des prestations constituées.

**Note 4. Intérêts débiteurs**

(en millions de dollars)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Intérêts sur la dette à long terme	66 \$	66 \$
Intérêts sur les instruments financiers dérivés	3	1
Intérêts nets à court terme	(4)	(2)
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(6)	(5)
<b>Intérêts débiteurs</b>	<b>59 \$</b>	<b>60 \$</b>

Les intérêts nets versés au cours du premier trimestre s'élevaient à 64 millions de dollars (59 millions de dollars en 2006).

**Note 5. Impôts sur le bénéfice**

Le montant net des impôts sur le bénéfice payés pour le premier trimestre s'élevait à 67 millions de dollars (120 millions de dollars en 2006).

**Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire**

	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Bénéfice net (en millions de dollars)	54 \$	140 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,1
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	-	0,5
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,6
<b>Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>0,20 \$</b>	<b>0,51 \$</b>

Les options sur actions en cours dont le prix d'exercice était supérieur au cours des actions ordinaires de la société à la fin du premier trimestre n'ont pas été constatées dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. En conséquence, pour le premier trimestre de 2007, 7 295 231 options sur actions (2 252 082 en 2006) assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 54,16 \$ l'action ordinaire (69,58 \$ en 2006) ont été exclues du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

**Note 7. Créances sur cartes de crédit**

La Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 40 millions de dollars au cours du premier trimestre (55 millions de dollars en 2006) par la vente d'une partie des droits dans ces créances à des fiduciaires indépendantes. La titrisation a donné lieu à un gain net minime (gain net minime en 2006), compte tenu des hypothèses présentées à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006. Les droits que possèdent les fiduciaires indépendantes sur les actifs de la Banque PC se limitent aux droits que la Banque PC a conservés dans ces créances et ils sont de plus soutenus par la société par une lettre de garantie correspondant à 9 % (9 % en 2006) d'une tranche du montant titrisé.

(en millions de dollars)	2007 au 24 mars 2007	2006 au 25 mars 2006	2006 au 30 décembre 2006
Créances sur cartes de crédit	1 465 \$	1 193 \$	1 571 \$
Montant titrisé	(1 290)	(1 065)	(1 250)
Créances sur cartes de crédit, montant net	175 \$	128 \$	321 \$

#### Note 8. Avantages sociaux futurs

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élève à 41 millions de dollars pour le premier trimestre (35 millions de dollars en 2006). Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

#### Note 9. Capital-actions ordinaire

(en millions de dollars)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Nombre réel d'actions ordinaires en circulation	274,2	274,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	274,2	274,1

#### Note 10. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit donne de plus amples détails concernant les variations du cumul des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total
Solde au début de la période	– \$	– \$	– \$
Effet cumulatif de la mise en application des nouvelles normes comptables (déduction faite des impôts sur le bénéfice de 1 \$)	(4)	20	16
Perte non réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	–	(3)	(3)
Reclassement du gain sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	–	(11)	(11)
Gain net sur dérivés désignés comme éléments d'une relation de couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	4	–	4
Reclassement de la perte sur dérivés désignés comme éléments d'une relation de couverture de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	11	–	11
Solde à la fin de la période	11 \$	6 \$	17 \$

Il est prévu qu'un gain net estimatif de 5 millions de dollars relatif aux couvertures de flux de trésorerie inscrit au cumul des autres éléments du résultat étendu au 24 mars 2007 sera reclassé dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois. Ce gain sera compensé par la variation du change et des intérêts créditeurs sur les actifs financiers disponibles à la vente et par les intérêts débiteurs sur les passifs financiers qui font l'objet d'une couverture. Le solde sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de 6 ans.

**Note 11. Rémunération à base d'actions**

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions restreintes se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2007 12 semaines	2006 12 semaines
Charge découlant du régime d'options sur actions	- \$	1 \$
Perte (gain) sur les contrats à terme de capitaux propres	10	(1)
Charge découlant du régime d'unités d'actions restreintes	2	3
Coût net de la rémunération à base d'actions	12 \$	3 \$

**Régime d'options sur actions** Au cours du premier trimestre, la société a versé la somme de 0,2 million de dollars (0,4 million de dollars en 2006) au titre de la plus-value d'actions à l'exercice de 102 000 options sur actions (26 521 en 2006). De plus, 525 614 options sur actions (17 886 en 2006) ont été déchues ou annulées. Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, la société a attribué 3 885 439 options sur actions (48 742 en 2006) au prix d'exercice de 47,44 \$ l'action ordinaire (54,71 \$ en 2006) au premier trimestre de 2007. Le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes de ces options sur actions dépassait de 919 981 le nombre d'actions ordinaires disponibles aux fins d'émission au 24 mars 2007. Les 919 981 options sur actions ne seront exerçables que si l'approbation des actionnaires est obtenue à l'égard du régime d'options sur actions.

À la fin du premier trimestre, la société avait au total 7 342 471 options sur actions en cours (5 309 757 en 2006), représentant environ 2,7 % (1,9 % en 2006) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était tout à fait conforme à la directive de 5 % de la société. Le cours de l'action ordinaire de la société à la fin du premier trimestre était de 46,80 \$ (56,61 \$ en 2006).

Après la fin du premier trimestre, la société a attribué 38 938 options sur actions aux termes de son régime d'options sur actions existant, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, à un prix d'exercice de 46,01 \$ l'action ordinaire.

**Régime d'unités d'actions restreintes** Au cours du premier trimestre, la société a attribué 281 820 unités d'actions restreintes (644 712 en 2006) aux termes de ce régime à 289 salariés (231 en 2006). De plus, 57 691 unités d'actions restreintes (447 en 2006) ont été annulées et 54 357 (néant en 2006) ont été payées pour un montant de 3 millions de dollars (néant en 2006). À la fin du premier trimestre, 919 724 unités d'actions restreintes (1 027 449 en 2006) étaient toujours en cours.

Après la fin du premier trimestre, la société a attribué 4 724 unités d'actions restreintes à 6 salariés aux termes de son régime d'unités d'actions restreintes existant.

## **Note 12. Éventualités**

**Poursuites** Au cours du premier trimestre de 2007, la société a été l'un des 17 défendeurs à recevoir signification d'une poursuite intentée par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises et déposée auprès de la Cour supérieure de l'Ontario. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés. Un milliard de dollars en dommages-intérêts sont réclamés. De plus, les demandeurs sollicitent la nomination d'un représentant de la défense pour les employeurs de tous les participants du régime de retraite interentreprises. L'action est présentée sous forme de recours collectif au nom de tous les bénéficiaires du régime de retraite interentreprises et elle n'en est qu'à ses toutes premières étapes. La société entend se défendre vigoureusement, mais pour le moment, la défense n'a pas encore été déposée.

Outre la réclamation susmentionnée, la société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.



## Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée (« Loblaw » ou la « société ») est la plus grande entreprise de distribution alimentaire, et l'un des plus importants détaillants de marchandise générale, de services et de produits pharmaceutiques et de services et de produits financiers au Canada. Par l'entremise de ses différentes bannières, Loblaw s'engage à regrouper sous un même toit une offre destinée aux Canadiens qui recherchent tout ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins en matière de produits d'alimentation et d'articles ménagers courants. L'entreprise pourra atteindre cet objectif grâce à son portefeuille de magasins de formats variés à l'échelle du Canada. Loblaw jouit d'une réputation enviable pour la qualité, l'innovation et la valeur ajoutée de ses produits d'alimentation. Elle possède également le programme de marques contrôlées le plus solide au Canada, dont font notamment partie ses marques uniques *le Choix du Président*, *sans nom* et *Joe Style frais*.

L'alimentation demeure au cœur des activités de Loblaw. Celle-ci offre une vaste gamme de services et de produits pour satisfaire les besoins des Canadiens en matière d'articles ménagers courants qui connaissent une croissance et un succès constants. Tout cela sans compter *les Services financières le Choix du Président* qui offrent des services bancaires, la populaire carte de crédit MasterCard<sup>MD</sup>, de l'assurance habitation, auto, voyage et de soins vétérinaires, des services cellulaires *PC* mobile de même qu'un programme de fidélisation de points *PC*.

La stratégie de Loblaw est axée sur trois thèmes fondamentaux : simplifier, innover et croître. L'entreprise s'efforce de mettre les clients au cœur de ses priorités, d'être efficace et de réduire ses coûts, et de faire preuve de souplesse afin d'assurer une croissance à long terme dont bénéficieront ses nombreux intervenants. Loblaw estime qu'un solide bilan est crucial pour atteindre son plein potentiel. Elle est très sélective dans ses acquisitions et ses occasions d'affaires. Elle poursuit également un programme dynamique de développement de produits pour soutenir son programme de marques contrôlées. Elle veille à ce que ses systèmes technologiques et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

## Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

## Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Geoffrey H. Wilson, vice-président principal, services partagés, au siège social national de la société ou par courriel à [investor@loblaw.ca](mailto:investor@loblaw.ca)

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et au Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société. La société procède à un appel d'analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

**Les Compagnies Loblaw limitée**

1 President's Choice Circle  
Brampton, Canada  
L6Y 5S5

Téléphone : (905) 459-2500

Télécopieur : (905) 861-2206

**Loblaw**<sup>MD</sup>

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Pour plus d'information, visitez notre site Web: [www.loblaw.ca](http://www.loblaw.ca)